

Nous commençons à comprendre en quoi consiste la paix — les structures, attitudes et institutions sur lesquelles elle repose et les raisons qui motivent les gens à œuvrer en sa faveur. Pourtant, la paix reste dans une large mesure un objectif difficile à atteindre, souvent défini en négatif comme l'absence de violence.

Nous présumons qu'en comprenant la complexité de la guerre et de la violence, nous serions en mesure d'instaurer et de pérenniser la paix. Cependant, nous n'étudions pas la paix, et nous avons tendance à centrer notre attention sur les problèmes du conflit et de l'agression plutôt que sur les solutions qui vont de pair avec la paix<sup>1</sup>. Avec cette approche, la prévention est conçue comme un outil de gestion de crise apportant une réponse tardive à la dynamique destructrice du conflit, le plus souvent par des interventions à court terme pilotées de l'extérieur.

Pour sortir de cette impasse, l'IPI ambitionne de recentrer l'objectif de la prévention, afin qu'elle consiste à pérenniser la paix plutôt qu'à conjurer les conflits, et ce à travers une série de discussions devant se tenir d'octobre 2016 à mai 2017. L'objectif prioritaire est d'établir une conception commune de ce que la pérennisation de la paix et la prévention des conflits signifient en pratique aux niveaux national et international.

Cette note thématique a été rédigée par Youssef Mahmoud, Anupah Makoond et Ameya Naik. Les vues exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'International Peace Institute. L'IPI encourage l'expression d'un large éventail de perspectives dans la recherche d'un débat éclairé sur les politiques et problématiques d'actualité dans les affaires internationales.

## Introduction

Le concept de pérennisation de la paix repose sur l'existence d'un écosystème capable à la fois de prévenir l'éruption de conflits violents et de favoriser en amont l'avènement de sociétés pacifiques<sup>2</sup>. Les perspectives économiques constituent une composante importante de cet écosystème ; la répartition inéquitable des ressources, le dénuement économique, l'exclusion et le chômage comptent de manière bien établie parmi les causes profondes des conflits à l'échelle tant nationale que mondiale<sup>3</sup>. Bien que le lien entre le développement économique et la paix soit complexe et ne soit jamais direct ni immédiatement apparent, l'existence de possibilités économiques également accessibles à tous peut contribuer à prévenir les conflits et à pérenniser la paix<sup>4</sup>.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015, sert de « plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité »<sup>5</sup>. Il apporte un modèle opérant pour la mise au point de politiques nationales de développement sans exclusive et universellement applicables, « ne laissant personne de côté » et contribuant à pérenniser la paix. L'entrepreneuriat, tel que mentionné dans le Programme 2030, n'est pas seulement essentiel à la réalisation de l'objectif de développement durable numéro 8 (ODD 8), appelant à promouvoir une croissance économique partagée et un travail décent pour tous<sup>6</sup>, mais peut aussi servir à catalyser le progrès vers l'accomplissement du double objectif de prospérité et de paix<sup>7</sup>. Un nombre croissant de chercheurs et de praticiens en sont venus à envisager l'entrepreneuriat à la fois comme créateur d'emplois et comme incubateur de la paix, en particulier au sortir des conflits<sup>8</sup>.

- 1 Peter Coleman, « The Missing Piece in Sustainable Peace », Earth Institute, 6 novembre 2012, disponible à <http://blogs.ei.columbia.edu/2012/11/06/the-missing-piece-in-sustainable-peace>.
- 2 Youssef Mahmoud et Anupah Makoond, « Pérenniser la paix : Que cela signifie-t-il en pratique ? », International Peace Institute, avril 2017, disponible à [www.ipinst.org/2017/04/sustaining-peace-in-practice](http://www.ipinst.org/2017/04/sustaining-peace-in-practice).
- 3 Steven Koltai et Matthew Muspratt, *Peace through Entrepreneurship: Investing in a Startup Culture for Security and Development*, Brookings Institution, août 2016.
- 4 Phil Vernon, « Bread and Peace: Linking Economic Development and Peacebuilding », *GREAT Insights*, vol. 5, n° 1, février 2016, disponible à <http://ecdpm.org/great-insights/prosperity-for-peace/bread-peace-linking-economic-development-peacebuilding/>.
- 5 Résolution 70/1 de l'Assemblée générale (25 septembre 2015), A/RES/70/1, préambule.
- 6 Ibid.
- 7 Pour un survol des publications sur ce sujet, voir Wim Naudé, « Entrepreneurship and Economic Development: Theory, Evidence and Policy », Institute for the Study of Labor, juillet 2013, disponible à [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2314802#](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2314802#).
- 8 Roy Laishley, « Après la guerre, des emplois pour la paix », *Afrique Renouveau En Ligne*, avril 2009, disponible à [www.un.org/africarenewal/magazine/april-2009/after-war-creating-jobs-peace](http://www.un.org/africarenewal/magazine/april-2009/after-war-creating-jobs-peace).

Les définitions de l'entrepreneuriat abondent<sup>9</sup>. En pratique, un entrepreneur peut se définir comme «une personne qui a l'idée d'un nouveau produit ou procédé et la capacité de la réaliser»<sup>10</sup>. Cet article fait clairement la distinction entre les «entrepreneurs par nécessité», pour qui, en l'absence de perspectives d'emploi traditionnelles, l'activité indépendante est un moyen comme un autre de gagner sa vie, et les «entrepreneurs innovateurs», dont l'action entraîne un changement systémique, favorise une croissance partagée et a ainsi des retombées considérables sur l'économie. Par exemple, les marchands ambulants occupent une place importante dans les économies locales, mais le plus souvent, ils n'emploient qu'eux-mêmes et leurs proches. Bien que ces personnes soient entreprenantes, ce type d'activité n'est pas nécessairement un moteur de croissance économique. En revanche, lorsque les conditions s'y prêtent, un véritable entrepreneur a la capacité et la motivation d'établir de nouvelles entreprises dynamiques qui créent non seulement des emplois, mais aussi de la valeur sociale.

L'entrepreneuriat innovant défini plus haut est une pièce maîtresse dans le développement d'un secteur privé local très dynamique qui, en plus de créer des emplois et des possibilités économiques, peut fortement contribuer à l'écosystème de la paix. La paix n'est pas du ressort exclusif de l'État : les entrepreneurs, soucieux de protéger leurs entreprises de l'instabilité qu'engendre la violence, peuvent être d'éloquents défenseurs de la paix. En tant que moyen de renforcer la sécurité et la stabilité économiques, l'entrepreneuriat éthique peut aider les personnes à mener une vie plus digne et à apaiser les sentiments de marginalisation qui sont souvent à l'origine de la violence. Enfin, pour promouvoir l'entrepreneuriat, il est nécessaire d'améliorer la facilité d'entreprendre, ce qui peut aussi contribuer à une meilleure gouvernance, celle-ci étant un déterminant essentiel des sociétés pacifiques.

## Les entreprises et entrepreneurs locaux comme acteurs de la paix

L'entrepreneuriat peut développer et élargir le secteur privé local, et en particulier celui des petites et moyennes entreprises. La vigueur du secteur privé local peut contribuer de manière directe et tangible au rétablissement et à la pérennisation de la paix. Cela a été démontré en Colombie et en Tunisie, où les acteurs du secteur privé ont contribué activement aux négociations en faveur de la paix et de modes de gouvernance plus démocratiques.

En Colombie, le secteur privé participe aux négociations de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) depuis l'administration du Président Andrés Pastrana à la fin des années 90. Bien que ces négociations aient échoué, l'engagement du monde de l'entreprise dans les initiatives de consolidation de la paix a depuis gagné en intensité et en ingéniosité. Un exemple représentatif est celui de la Fundación Ideas para la Paz (Fondation Idées pour la Paix), un laboratoire d'idées établi par un groupe de femmes et hommes d'entreprise pour faire progresser le savoir-faire théorique et technique sur les processus de consolidation de la paix et sur l'engagement du secteur privé en la matière<sup>11</sup>. Ce secteur a apporté un appui important aux négociations récentes menées (avec plus de succès) par l'administration du Président Juan Manuel Santos, qui travaille également avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à encourager l'essor de l'entrepreneuriat rural comme moyen de réinsérer les victimes du conflit armé<sup>12</sup>.

En Tunisie, l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), qui représente environ 150 000 sociétés du secteur

9 Jean-Baptiste Say, cité dans l'article de Roger L. Martin et Sally Osberg, «Social Entrepreneurship: The Case for Definition», *Stanford Social Innovation Review*, vol. 5, n° 2 (printemps 2007).

10 Koltai et Muspratt, *Peace through Entrepreneurship*.

11 Voir [www.ideaspaz.org/foundation/about](http://www.ideaspaz.org/foundation/about).

12 PNUD Colombie, «Empleabilidad y emprendimiento para familias rurales víctimas del conflicto armado: 'Somos Rurales'», disponible à [www.co.undp.org/content/colombia/es/home/operations/projects/poverty\\_reduction/proyecto-desarrollo-economico-incluyente-rural-para-familias-vic.html](http://www.co.undp.org/content/colombia/es/home/operations/projects/poverty_reduction/proyecto-desarrollo-economico-incluyente-rural-para-familias-vic.html).

privé (dont un grand nombre de petites et moyennes entreprises), a été un membre influent du Quartet du dialogue national, qui a remporté le prix Nobel de la paix en 2015. Après des mois de protestations sociales paralysantes, le Quartet a orchestré un dialogue inclusif, avec à la clé une feuille de route destinée à stabiliser la transition post-révolutionnaire du pays. L'UTICA a ensuite continué de plaider pour des réformes structurelles dans le cadre du plan de développement durable lancé en novembre 2016 avec la conférence Tunisia 2020<sup>13</sup>. En Tunisie comme en Colombie, la participation du secteur privé était motivée par des raisons de responsabilité civique et d'intérêt économique qui concordaient largement avec celles de la société. Quand la paix devient l'affaire du monde des affaires, le secteur privé peut à juste titre devenir un acteur important dans sa construction.

## L'entrepreneuriat comme moyen de promouvoir un travail décent

La croissance économique et la création d'emplois sont des conditions nécessaires mais non suffisantes à la construction d'une paix durable. Lorsque les inégalités persistent sur fond de croissance macro-économique, elles entraînent un cercle vicieux d'exclusion sociale et de dénuement économique propre à fragiliser la paix. Qui plus est, quand l'inégalité se conjugue à des politiques identitaires, la cohésion sociale peut être gravement mise à mal<sup>14</sup>. Il est donc important de ne pas s'arrêter à la création d'emplois, mais de penser aussi à promouvoir «un travail décent». Au demeurant, l'ODD 8 appelle à «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous»<sup>15</sup>.

Une note d'information de la Brookings Institution datée de mars 2017 examine la façon dont le modèle économique de différents pays du Moyen-Orient et d'Afrique a entraîné de forts taux de chômage et de marginalisation économique, en particulier parmi les jeunes<sup>16</sup>. Force est de constater que la demande d'emplois ne peut pas être satisfaite de manière durable par l'embauche dans le secteur public. En même temps, une enquête récente a déterminé que plus de 80 pour cent des jeunes en Algérie, en Égypte, en Tunisie et dans les territoires palestiniens pensent que créer une entreprise est un bon choix de carrière. En dépit de cet enthousiasme pour la création d'entreprise, la dure réalité est que beaucoup de pays n'offrent guère les conditions et les mesures d'encouragement nécessaires au développement de l'activité entrepreneuriale<sup>17</sup>. Cette dissonance entre les aspirations des jeunes et les possibilités dont ils disposent contribue à l'émigration, qui constitue une fuite de capital humain, ainsi qu'aux mécontentements qui ont alimenté les révoltes dans toute la région au cours des dix dernières années.

Du point de vue de la paix positive, la recherche menée par l'Institute for Economics and Peace sur le lien entre épanouissement de la jeunesse, entrepreneuriat social et pérennisation de la paix a mis en évidence une forte corrélation entre l'indice de paix positive (une mesure des attitudes, institutions et structures favorisant la paix) et l'indice de développement de la jeunesse. Dans un environnement favorable où le potentiel des jeunes peut s'épanouir, le dividende démographique n'est pas seulement économique ; il contribue aussi à rendre un certain degré de stabilité et de résilience au marché du travail, en particulier dans les pays se relevant d'un conflit<sup>18</sup>. Il ne s'agit pas là de dire que les programmes de promotion de l'emploi favoriseraient la paix suivant une relation simple ou linéaire, mais plutôt de souligner que les sociétés pacifiques et résilientes sont mieux à même de

13 Daniela Henrike Klau-Panhans, « The Private Sector and Peace: What Does Tunisia's Nobel Peace Prize Teach Us? », *Voices: Perspectives on Development*, 16 octobre 2015, disponible à <http://blogs.worldbank.org/voices/private-sector-and-peace-what-does-tunisia-s-nobel-peace-prize-teach-us%20/>.

14 Karen Ballentine et Jake Sherman (directeurs de publication), *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievance*, Lynne Rienner, (Boulder, Colorado), 2003.

15 Voir « Targets and Indicators » sur <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg8>.

16 Bessma Momani, « Entrepreneurship: An Engine for Job Creation and Inclusive Growth in the Arab World », Brookings Institution, 29 mars 2017, disponible à [www.brookings.edu/research/entrepreneurship-an-engine-for-job-creation-and-inclusive-growth-in-the-arab-world/](http://www.brookings.edu/research/entrepreneurship-an-engine-for-job-creation-and-inclusive-growth-in-the-arab-world/).

17 Jacqui Kew et coll., « Generation Entrepreneur? The state of global youth entrepreneurship », Global Entrepreneurship Monitor et Youth Business International, septembre 2013, disponible à [www.youthbusiness.org/wp-content/uploads/2013/09/GenerationEntrepreneur.pdf](http://www.youthbusiness.org/wp-content/uploads/2013/09/GenerationEntrepreneur.pdf).

18 Organisation internationale du Travail, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, PNUD et Banque mondiale, « Employment Programmes and Peace: A Joint Statement on an Analytical Framework, Emerging Principles for Action and Next Steps », septembre 2016, disponible à [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/statement/wcms\\_535665.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/statement/wcms_535665.pdf).

promouvoir le développement et l'entrepreneuriat de la jeunesse et d'en bénéficier<sup>19</sup>.

Une mesure politique concrète pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes consisterait à établir des programmes d'enseignement et de formation professionnelle conçus à cette fin<sup>20</sup>. Cet enseignement serait généralisé, plutôt que limité aux cycles du secondaire et du supérieur et aux établissements privés, et il serait conçu pour cultiver l'esprit d'initiative et l'autonomie chez tous les enfants dès le plus jeune âge. Pour enseigner et encourager la créativité, il faut aussi cultiver une forte tolérance à l'échec, qui doit être accepté et vécu comme une étape nécessaire de l'apprentissage et de l'innovation<sup>21</sup>. Un système d'enseignement fondé sur le par cœur et ancré dans « une culture où règnent l'évitement du risque et la peur de l'échec »<sup>22</sup> ne peut pas contribuer à cultiver l'esprit d'entreprise, ni favoriser l'acquisition des savoir-faire indispensables pour affronter l'adversité (y compris les conflits violents) de manière constructive.

## Entrepreneuriat social et pérennisation de la paix

Les sociétés touchées par un conflit souffrent souvent d'un faible degré de cohésion sociale et peuvent être fortement divisées par des clivages ethniques, socioéconomiques ou politiques. Quels que soient les différends sociaux et politiques, le besoin et le désir de rétablir ses moyens de vie et d'accéder à la prospérité économique tendent à constituer des points de convergence entre les groupes. À partir de ces intérêts communs, les initiatives entrepreneuriales peuvent créer des lieux de socialisation entre groupes et fournir ainsi un instrument de cohésion sociale contribuant à établir une paix durable.

C'est le cas par exemple du programme d'entrepreneuriat Jusoor, établi au Liban pour enseigner à

la prochaine génération de chefs d'entreprise syriens comment reconstruire ce que la guerre a détruit<sup>23</sup>. De façon similaire, le Centre Peres pour la paix et l'innovation et le Center for Jewish-Arab Economic Development joignent leurs efforts pour enseigner des savoir-faire commerciaux aux entrepreneurs palestiniens et pour donner aux femmes et hommes d'affaires israéliens et palestiniens des occasions de tisser des liens professionnels et personnels<sup>24</sup>. Ces initiatives montrent aussi l'importance de l'entrepreneuriat pour donner aux personnes déplacées un moyen de gagner leur vie, de contribuer à celle de leurs collectivités d'accueil ou de transit, d'acquérir de nouvelles compétences et d'établir de nouvelles relations.

Les actions de ce type, qui sont fondées sur une stratégie entrepreneuriale, mais dont « l'objectif principal n'est pas la maximisation du profit, mais la réalisation de certains objectifs économiques et sociaux, et qui [ont] la capacité d'apporter des solutions innovantes aux problèmes de l'exclusion sociale et du chômage », relèvent généralement de « l'entrepreneuriat social »<sup>25</sup>. Même si les définitions de « l'entrepreneuriat social » prêtent encore à controverse et manquent un peu de précision, cette notion reste utile pour conceptualiser le lien entre l'entrepreneuriat et la paix<sup>26</sup>.

L'entrepreneuriat social agit souvent au sein de la population, ce qui lui permet d'appréhender plus en détail les besoins et les points de friction de la collectivité. Comme indiqué plus haut, les politiques qui encouragent et accompagnent les entrepreneurs existants et à venir doivent être menées non seulement pour créer des activités indépendantes, mais aussi pour maximiser les possibilités économiques et créer de nouveaux lieux d'échange et d'interaction. Ces dernières décennies ont vu s'étoffer les publications et les communautés de pratique consacrées à l'entrepre-

19 Institute for Economics and Peace, « Youth Development, Social Enterprise, and Sustaining Peace », document de référence rédigé pour cette discussion, 2017.

20 Voir par exemple l'initiative AGREE en Sierra Leone sur [www.unwomen.org/en/news/stories/2016/9/lakshmi-puri-speech-on-launch-of-agree-initiative](http://www.unwomen.org/en/news/stories/2016/9/lakshmi-puri-speech-on-launch-of-agree-initiative).

21 Bill Lucas, « Creative Teaching, Teaching Creativity and Creative Learning », dans *Creativity in Education*, édité par Anna Craft, Bob Jeffrey et Mike Leibling chez Continuum (Londres) en 2001.

22 Momani, « Entrepreneurship: An Engine for Job Creation and Inclusive Growth in the Arab World ».

23 Emma Sheppard, « Young Entrepreneurs in Syria: 'They Will Rebuild What the War Has Destroyed' », *The Guardian*, 30 mai 2017, disponible à [www.theguardian.com/small-business-network/2017/may/30/syria-young-entrepreneurs-war-jusoor-mujeeb-techstars-unfpa-startup-weekend-remmaz](http://www.theguardian.com/small-business-network/2017/may/30/syria-young-entrepreneurs-war-jusoor-mujeeb-techstars-unfpa-startup-weekend-remmaz).

24 Jessica Banfield, Canan Gündüz et Nick Killick (directeurs de publication), *Local Business, Local Peace: The Peacebuilding Potential of the Domestic Private Sector*, International Alert, juillet 2006.

25 Organisation de coopération et de développement économiques, « Job Creation through the Social Economy and Social Entrepreneurship », 2013, p. 17, disponible à [www.oecd.org/cfe/leed/130228\\_Job%20Creation%20through%20the%20Social%20Economy%20and%20Social%20Entrepreneurship\\_RC\\_FINALBIS.pdf](http://www.oecd.org/cfe/leed/130228_Job%20Creation%20through%20the%20Social%20Economy%20and%20Social%20Entrepreneurship_RC_FINALBIS.pdf).

26 Martin et Osberg, « Social Entrepreneurship: The Case for Definition ».

### Encadré 1. L'entrepreneuriat des femmes

La cible 5.5 des objectifs de développement durable appelle à garantir la participation entière et effective des femmes à la vie politique, économique et publique. Pour les gouvernements comme pour l'ONU, le soutien à l'entrepreneuriat féminin est un moyen de progresser vers la réalisation de cet objectif.

Au Libéria, le PNUD travaille avec un groupe d'exploitantes de mototaxis appelées Pink Panthers (panthères roses, d'après le rose vif de leurs casques et de leurs blousons)<sup>27</sup>. Pendant la flambée du virus Ebola, ces panthères roses ont ajouté à leur gamme de services la livraison à domicile de produits d'alimentation et de première nécessité. Elles ont ainsi contribué à diminuer le risque d'exposition au virus en réduisant au strict minimum la fréquentation des boutiques, marchés et autres espaces publics. En s'adaptant avec souplesse à cette situation difficile, les panthères roses ont su rendre un service extrêmement utile et participer à leur manière à l'effort de prévention et de reprise.

En Inde, le Swayam Shikshan Prayog (« programme d'auto-enseignement ») travaille avec les femmes des régions rurales des États du Maharashtra et du Bihar pour les aider à lancer leur entreprise dans le secteur des énergies propres<sup>28</sup>. Les femmes s'organisent en groupes d'entraide pour présenter à leurs collectivités des innovations telles que cuisinières au biogaz, lanternes rechargeables à énergie solaire, vermicompostage et techniques d'irrigation économisant la nappe aquifère. Cette entreprise, qui a remporté un prix du climat de l'ONU en 2016 (à l'occasion de la Conférence de Marrakech sur les changements climatiques), illustre les nombreuses possibilités qui s'offrent aux entrepreneurs pour contribuer à la réalisation des cibles et objectifs de développement durable 2.4 (agriculture durable), 6.4 (gestion des ressources en eau), 7 (énergie propre à un coût abordable) et 14.2 (écosystèmes marins et côtiers).

neuriat social. L'entrepreneuriat social des jeunes, en particulier, s'avère avoir de nombreux effets positifs : il peut dynamiser la cohésion sociale, favoriser le transfert de compétences entre jeunes et contribuer à résoudre d'importants problèmes d'identité, d'exclusion et de marginalisation. En tant que classe, les entrepreneurs font preuve d'une remarquable résilience, en continuant à prospérer avec ténacité même dans les environnements difficiles et en rendant ainsi leur collectivité, leur société et leur pays plus résilients.

## Les ODD et la création d'un environnement sain pour les entreprises comme incubateurs de la paix

L'accès aux possibilités entrepreneuriales nécessite un climat favorable à l'investissement et une juste application des lois et règlements, tandis que les ODD servent de base à la mise en place de ces

conditions. L'une des cibles de l'ODD 8 consiste à « renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance ». Cela est complété par la cible 9.3, qui appelle les nations à « accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration dans les chaînes de valeur et sur les marchés »<sup>29</sup>. Le renforcement de ces capacités est bien plus qu'un simple exercice technocratique ; en effet, la gouvernance est aussi un déterminant des conditions de l'activité économique. Par exemple, un degré élevé de népotisme et de clientélisme sape la réglementation et les institutions et fait obstacle à l'entrée de nouveaux entrepreneurs sur le marché<sup>30</sup>.

Les conditions d'activité justes et concurrentielles sont un signe de saine gouvernance économique et favorisent une répartition équitable

27 PNUD Libéria, « Supporting post Ebola Recovery: Female Motorcyclists Empowered », 9 novembre 2015, disponible à [www.lr.undp.org/content/liberia/en/home/presscenter/articles/2015/11/09/supporting-post-ebola-recovery-female-motorcyclists-empowered.html](http://www.lr.undp.org/content/liberia/en/home/presscenter/articles/2015/11/09/supporting-post-ebola-recovery-female-motorcyclists-empowered.html).

28 Voir [www.sspindia.org/about-us/](http://www.sspindia.org/about-us/).

29 Voir « Targets and Indicators » sur <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg9>.

30 Michael Breen et Robert Gillanders, « Corruption, Institutions and Regulation », *Economics of Governance*, vol. 13, n° 2, 2012.

des richesses. Les pays appliquant les réglementations les moins favorables à l'activité des entreprises ont aussi tendance à présenter de fortes inégalités de revenus, qui constituent un facteur bien connu de troubles et de violence. Quand la réglementation est inexistante, foncièrement inique ou appliquée sans souci d'impartialité, l'accès au capital et aux permis requis pour lancer une entreprise risque plus de reposer sur les réseaux clientélistes, le népotisme et la corruption. Les politiques visant à améliorer les conditions de l'activité économique peuvent donc être un moyen de mettre en place des institutions plus « efficaces, responsables et ouvertes à tous »<sup>31</sup>.

Ainsi, les objectifs de mise en place d'une paix durable et d'un environnement sain pour les entreprises convergent sur la question de la gouvernance, en particulier dans ses rapports avec la conception et l'application des règlements régissant l'activité économique. Pour l'Institute for Economics and Peace, un environnement sain pour les entreprises se définit par « la force des conditions économiques et des institutions officielles qui accompagnent le fonctionnement du secteur privé » et constitue l'un des huit « piliers de la paix positive ». Cet institut constate que « la compétitivité des entreprises et la productivité économique vont de pair avec les pays les plus pacifiques, de même que la présence de systèmes de réglementation favorables à l'activité des entreprises »<sup>32</sup>.

## Conclusion et recommandations

Il existe de nombreux points de convergence entre l'entrepreneuriat et la pérennisation de la paix. Vu de haut, l'entrepreneuriat peut être conçu comme un moyen d'agir sur les facteurs économiques des conflits violents. Compte tenu de la complexité du lien entre conflit, paix et économie<sup>33</sup>, il pourrait être plus utile de se concentrer sur les dynamiques complémentaires entre l'entrepreneuriat et la paix plutôt que de tenter de concevoir l'entrepreneuriat

comme une « solution » au conflit. Quatre de ces dynamiques ont été envisagées : la création d'un secteur privé local ouvert, la promotion d'un travail décent, le soutien à l'entrepreneuriat social et le maintien d'un environnement sain pour les entreprises.

En réalité, la complémentarité entre paix et entrepreneuriat tend à être très dépendante du contexte, ce qui rend difficile toute généralisation quant aux meilleures pratiques. Néanmoins, le Programme 2030 apporte aux gouvernements un modèle opérant pour élaborer des politiques de développement nationales propres à créer un environnement favorable et un écosystème résilient permettant à la fois de promouvoir l'entrepreneuriat et de jeter les bases d'une paix durable<sup>34</sup>.

Cela ne veut pas dire que toutes les formes d'entrepreneuriat sont vertueuses ou ont un effet positif. Les périodes de conflit et d'instabilité présentent aussi des opportunités pour les entreprises criminelles. Les entrepreneurs sans scrupules menant des activités illicites telles que le trafic d'armes ou de stupéfiants et la traite des êtres humains ou forçant des personnes à travailler dans des conditions dangereuses (notamment dans des mines ou à bord de navires de pêche) peuvent exploiter et amplifier les vulnérabilités des plus faibles. Les entreprises peuvent également fausser le jeu politique ou dénaturer les politiques publiques, en apportant leur collaboration ou leur soutien à des régimes corrompus ou antidémocratiques.

Néanmoins, l'entrepreneuriat peut engendrer des motivations économiques et des dividendes de la paix qui méritent une plus grande attention et qui ont des implications pratiques et politiques pour les Nations Unies. Pour tirer parti des aspects positifs de l'entrepreneuriat tout en jugulant ou atténuant les maux potentiels, il faudrait tenir compte des recommandations suivantes :

1. Là où les Nations Unies ont un mandat de consolidation de la paix ou de développement, les bilans de pays et les analyses de la paix et des

31 Voir « Targets and Indicators » sur <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg16>.

32 Institute for Economics and Peace, *Positive Peace Report 2016*, disponible à <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/02/Positive-Peace-Report-2016.pdf>.

33 Ballentine et Sherman, *The Political Economy of Armed Conflict*.

34 Anita Ernstorfer et coll., *Advancing the Sustainable Development Goals by Supporting Peace: How Business Can Contribute*, CDA Collaborative Learning Projects et Pacte mondial des Nations Unies, 2015, disponible à <http://cdacollaborative.org/publication/advancing-the-sustainable-development-goals-by-supporting-peace-how-business-can-contribute/>.

conflits devraient systématiquement recenser les initiatives entrepreneuriales existantes qui, en plus de leur valeur économique intrinsèque, présentent des avantages manifestes pour la collectivité du point de vue de la consolidation de la paix. Ces avantages peuvent inclure le soutien accordé aux victimes de la guerre et des troubles civils pour les aider à se rétablir et à reconstruire leur vie, la création d'emplois et de possibilités ouvertes à tous dans les collectivités impactées, ou encore la fourniture de biens publics là où les services normaux font défaut. Ce recensement devrait tenir compte des disparités entre les sexes et inclure une évaluation du « climat des affaires » (c'est-à-dire des facteurs qui favorisent ou pénalisent l'entrepreneuriat).

2. Il faudrait concevoir une stratégie intégrée de développement de l'entrepreneuriat pour aider les entrepreneurs et innovateurs sociaux les plus prometteurs (en particulier les jeunes et les femmes) à réaliser leurs initiatives sur une plus grande échelle. Cette stratégie devrait être en concordance avec le Programme 2030, en particulier avec les cibles et objectifs appelant à promouvoir une croissance économique partagée et un travail décent pour tous (ODD 8), à bâtir une infrastructure résiliente et à encourager l'innovation (ODD 9), à réduire les inégalités (ODD 10) et à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous (ODD 16). La mise au point d'une telle stratégie incomberait principalement aux États membres et aux autres parties prenantes nationales, les

coordonnateurs résidents de l'ONU et leurs conseillers pour les questions de paix et de développement agissant en amont pour faire en sorte que ladite stratégie soit éclairée par les efforts existants et se situe dans leur prolongement. Lorsqu'il y a lieu, les commissions économiques régionales des Nations Unies, les bureaux politiques régionaux, la Banque mondiale et les banques régionales de développement devraient aussi contribuer à cet effort.

3. Les opérations de paix devraient encourager le pays hôte à mettre au point une stratégie visant à créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat, en prêtant une attention particulière à l'entrepreneuriat social des jeunes. Les différents éléments de cet environnement favorable (indiqués dans l'analyse qui précède) devraient être incorporés à la conception et à la planification de ces opérations pour servir de critères de résultats en vue d'une stratégie de sortie, et les progrès accomplis dans la réalisation de ces critères devraient faire l'objet d'un suivi et de comptes rendus. Ces progrès ont toutes chances d'avoir des effets bénéfiques de grande ampleur, notamment en améliorant la prestation des services et la confiance dans les instances gouvernementales. Une telle composante de sortie peut jouer un rôle essentiel en établissant un lien entre les activités programmatiques à court terme (comme les projets à effet rapide) et la vision à long terme consistant à pérenniser la paix.

L'**INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE** (IPI) est un groupe de réflexion international et indépendant à but non lucratif qui se consacre à la gestion des risques et au renforcement des capacités d'endurance et de rebond des collectivités humaines en vue de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable. Pour remplir sa vocation, l'IPI conjugue recherche sur les politiques, analyse stratégique, publication de travaux et organisation de réunions. Réunissant une équipe pluridisciplinaire venue de plus de 20 pays, l'IPI a des bureaux en face du siège des Nations Unies à New York ainsi qu'à Vienne (Autriche) et à Manama (Bahreïn).



**777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521, USA**

TEL +1-212-687-4300 FAX +1-212-983-8246

**Freyung 3, 1010 Vienna, Austria**

TEL +43-1-533-8881 FAX +43-1-533-8881-11

**52-52 Harbour House, Bahrain Financial Harbour**

**P.O. Box 1467, Manama, Bahrain**

[www.ipinst.org](http://www.ipinst.org)